LE LAB

bpifrance

12 novembre 2026

TRÉSORERIE, INVESTISSEMENT ET CROISSANCE DES TPE-PME

LES PROJETS D'INVESTISSEMENT EN SUSPENS

BAROMÈTRE TRIMESTRIEL

Rexecode

PRINCIPAUX RÉSULTATS



TRÉSORERIE

Dans un contexte toujours marqué par le conflit au Moyen-Orient et la hausse des coûts, les indicateurs de trésorerie des TPE-PME reculent ce trimestre.

Les dirigeants jugent leur trésorerie plus dégradée qu'au trimestre précédent, qu'il s'agisse de son évolution récente ou de son niveau actuel, tous deux au plus bas depuis la crise sanitaire. Les perspectives de trésorerie à trois mois, stables depuis le début de l'année, se replient également (–8 points).



INVESTISSEMENT

Les intentions d'investissement des TPE-PME se stabilisent, en deçà de leur moyenne de long terme : 41 % des dirigeants de TPE-PME comptent investir cette année ou l'ont déjà fait**.** L'indicateur relatif aux montants investis se replie en revanche ce trimestre, et s'éloigne encore un peu plus de sa moyenne historique.

L'incertitude politique pèse davantage sur l'investissement : 70 % des dirigeants ayant des projets d'investissement envisagent de les reporter ou de les annuler (59 % au trimestre précédent).

La part de ceux qui envisagent de les annuler atteint un sommet depuis 2020 et s'accroît encore parmi les dirigeants interrogés après le mouvement social du 17 octobre (39 %, contre 32 % avant cette date).



ACCÈS AU CRÉDIT

Le recours au crédit, que ce soit pour financer l'exploitation courante ou les investissements, se redresse légèrement ce trimestre mais demeure nettement inférieur à ses moyennes 2018-2025.

Les difficultés d'accès au crédit de trésorerie reculent très légèrement ce trimestre, 19 % des dirigeants déclarant en rencontrer, une proportion proche de la moyenne historique (18 %).

Les difficultés d'accès au crédit d'investissement restent contenues. 15 % des dirigeants ayant eu besoin de financer leurs investissements auprès des établissements de crédit ont rencontré des obstacles pour le faire, une proportion en recul de 2 points sur le trimestre et légèrement inférieure à sa moyenne de long terme (17 %).

PRINCIPAUX RÉSULTATS

FREINS À LA CROISSANCE

La faiblesse de la demande, actuelle et anticipée, reste le principal frein à la croissance et s'accentue encore ce trimestre : 68 % des dirigeants la citent, 4 points de plus qu'au trimestre précédent.

Le niveau trop élevé des coûts et des prix redevient un frein majeur à la croissance : 32 % des dirigeants le citent (+6 points sur le trimestre), autant qu'en avril, alors que le cours du pétrole est reparti nettement à la hausse en octobre.

L'incertitude politique pèse de plus en plus sur l'activité des TPE-PME. 65 % des dirigeants redoutent un impact fort de cette incertitude sur l'activité de leur entreprise, la proportion la plus élevée des deux dernières années. Cette proportion est de 71 % parmi ceux interrogés après le mouvement social du 17 octobre.

FOCUS : IMPACT DU CONTEXTE INFLATIONNISTE

43 % des dirigeants de TPE-PME ont vu augmenter les taux de leurs emprunts au cours des trois derniers mois. 57 % s'attendent à ce que la hausse récente des taux d'emprunt d'État rende leur financement plus coûteux ou plus difficile d'accès, et la moitié des dirigeants interrogés anticipent un impact négatif durable sur leur capacité à investir.

La majorité des dirigeants (51 %) **n'ont pas modifié leurs prix de vente cette année**, mais 36 % les ont relevés. **Ainsi, les prix de vente se sont accrus de +0,8 % en moyenne**, soit une progression nettement inférieure à celle observée durant la vague inflationniste de 2022-2023. En 2027, les dirigeants de TPE-PME prévoient une progression de leurs prix de vente très légèrement supérieure à celle de 2026 (+0,9 % en moyenne).

En revanche, les TPE-PME ont été plus nombreuses à avoir augmenté les salaires cette année (54 %), portant leur croissance moyenne à +1,9 %. La progression serait plus modérée l'an prochain avec une croissance moyenne prévue à +1,4 %.

Dans ce contexte, plus de la moitié des dirigeants (52 %) **font état d'une baisse de leur marge nette cette année**, soit la proportion la plus élevée observée depuis 2022. L'évolution de la marge nette est logiquement la plus défavorable chez les TPE-PME n'ayant pas accru leurs prix de vente mais même parmi les entreprises ayant relevé leurs prix, les dirigeants faisant état d'une baisse de leur marge nette sont plus nombreux que ceux faisant état d'une hausse (39 % contre 32 %).

SOMMAIRE

1 RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

2 FOCUS – INCERTITUDE POLITIQUE ET IMPACT DU CONTEXTE INFLATIONNISTE

3 MÉTHODOLOGIE

4 BPIFRANCE LE LAB, REXECODE

1

RÉSULTATS DE

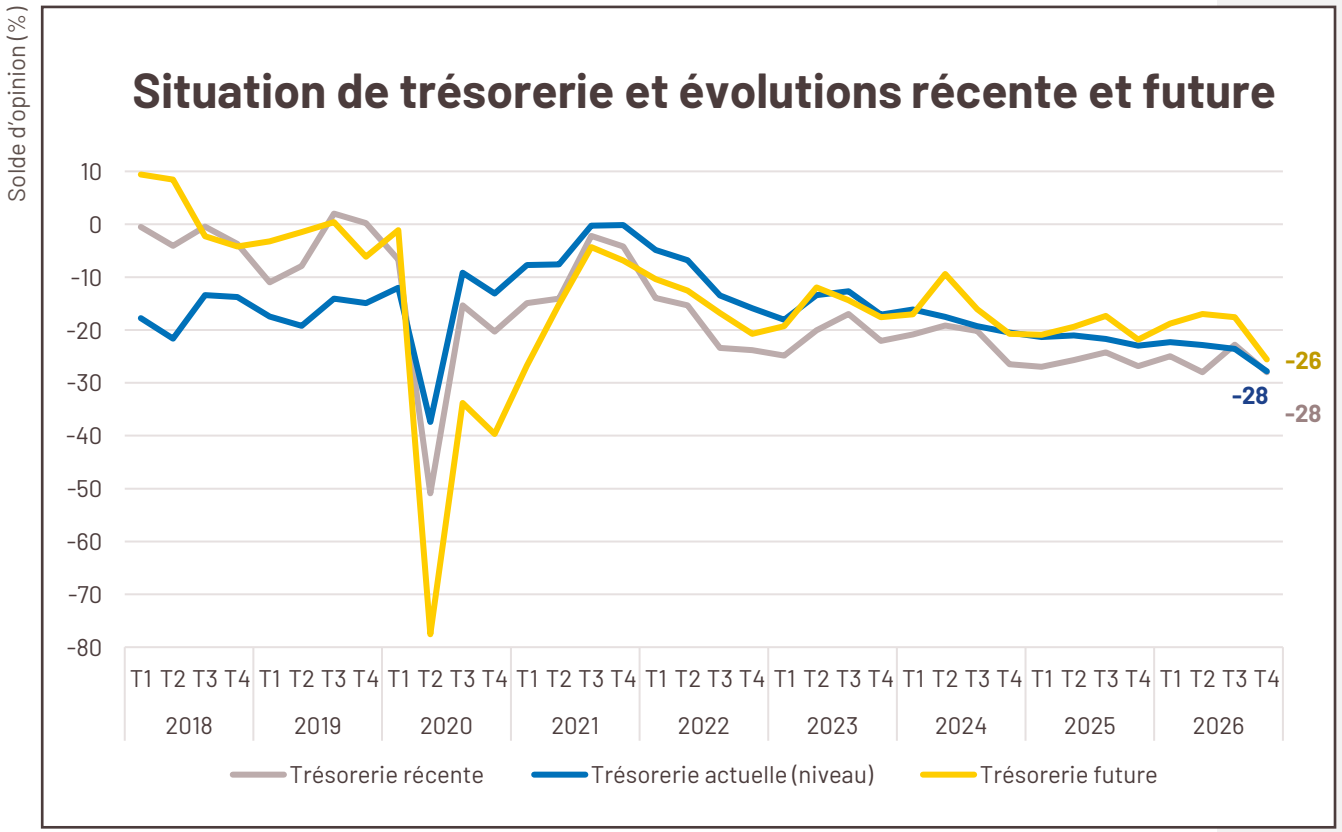
L'ENQUÊTE

TRÉSORERIE

Estimez-vous que depuis 3 mois votre situation de trésorerie est… ?
- En amélioration
- Stable
- En dégradation

Jugez-vous votre situation de trésorerie actuelle… ?
- Aisée
- Normale
- Difficile

Dans les trois prochains mois, estimez-vous que votre trésorerie sera… ?
- En amélioration
- Stable
- En dégradation



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Après s'être redressé au troisième trimestre, le solde d'opinion des dirigeants de TPE-PME sur l'évolution récente de leur trésorerie revient à son niveau du deuxième trimestre. À –28, il perd 5 points par rapport au trimestre précédent (–1 point sur un an) et retrouve ainsi son plus bas niveau depuis la crise sanitaire. Ce repli s'explique à la fois par une moindre proportion de dirigeants déclarant une amélioration récente de leur trésorerie (9 %, –2 points sur le trimestre) et par une proportion plus élevée rapportant une dégradation (37 %, +3 points). L'indicateur se situe ainsi 12 points sous sa moyenne 2018-2025 (–16).

Le jugement sur le niveau actuel de trésorerie recule également. L'indicateur perd 4 points sur le trimestre (–5 points sur un an) et s'établit à –28, soit un plus bas hors crise sanitaire et 13 points sous sa moyenne historique. 37 % des TPE-PME jugent leur situation de trésorerie actuelle difficile (+2 points sur le trimestre) et 9 % la jugent aisée (–2 points).

Les perspectives de trésorerie à trois mois se replient nettement. Après s'être maintenu autour de –18 depuis le début de l'année, le solde d'opinion recule à –26 ce trimestre (–8 points sur le trimestre, –4 points sur un an) pour s'établir 11 points en-dessous de sa moyenne de long terme.

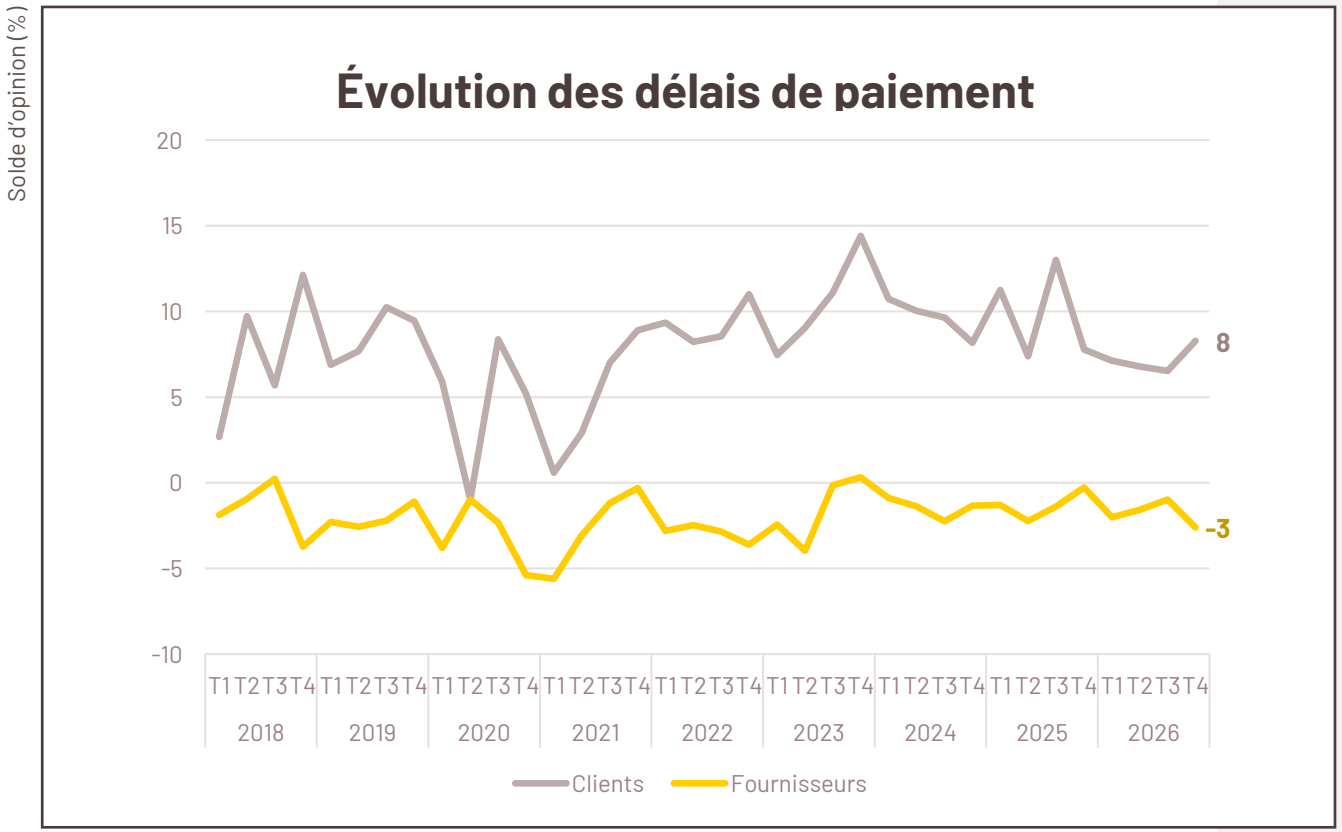
DÉLAIS DE PAIEMENT

Les délais de paiement de vos clients sont-ils… ?

- En augmentation
- Stables
- En recul

Vos délais de paiement vis-à-vis de vos fournisseurs sont-ils… ?

- En augmentation
- Stables
- En recul



Note de lecture : Le solde d'opinion correspond à la différence entre les délais de paiement déclarés en augmentation et ceux déclarés en recul.
Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le solde d'opinion relatif aux délais de paiement des clients progresse légèrement ce trimestre (+2 points, à +8), **tandis que celui relatif aux délais de paiement aux fournisseurs recule modérément** (–2 points, à –3). Ils restent tous deux proches de leur moyenne historique.

Le « solde commercial »* subi par les TPE-PME s'est ainsi légèrement accru ce trimestre.

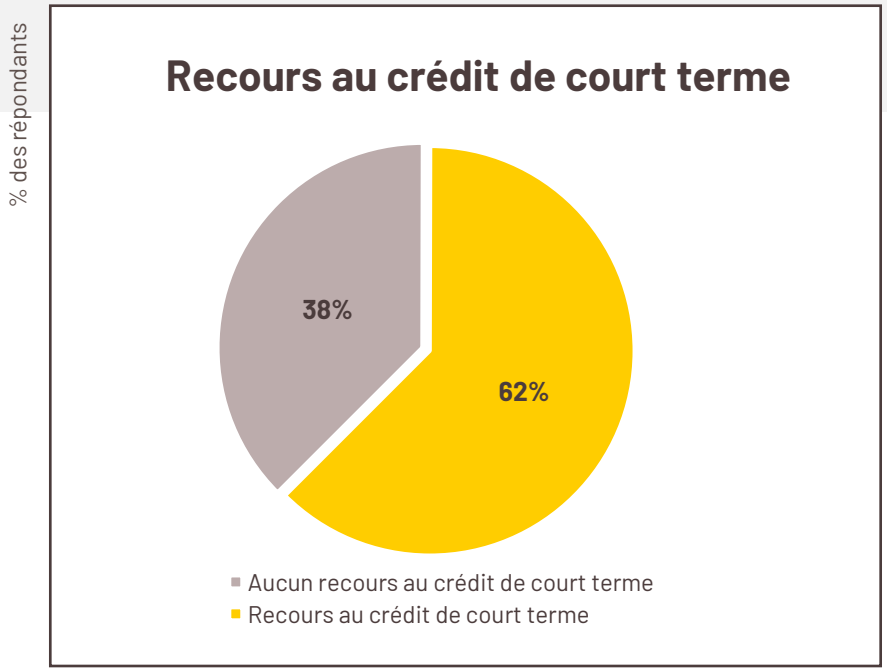
* Différence entre les délais de paiement des clients et les délais de paiement aux fournisseurs

FINANCEMENT DE L'EXPLOITATION COURANTE

Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de votre exploitation courante ?

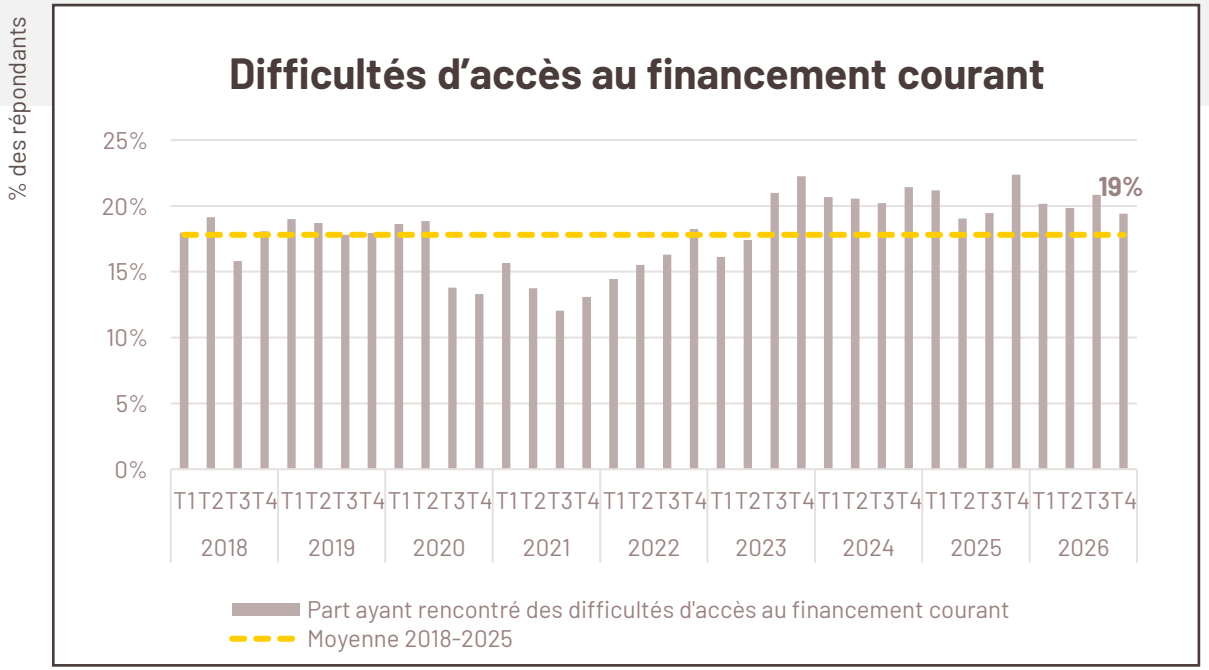
- Oui
- Non
- Sans objet (aucun besoin)

62 % des TPE-PME ont eu recours au crédit pour financer leur exploitation courante, une proportion en légère hausse (+2 points sur le trimestre, +1 point sur un an) mais toujours inférieure à sa moyenne de longue période (68 % sur la période 2018-2025).



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

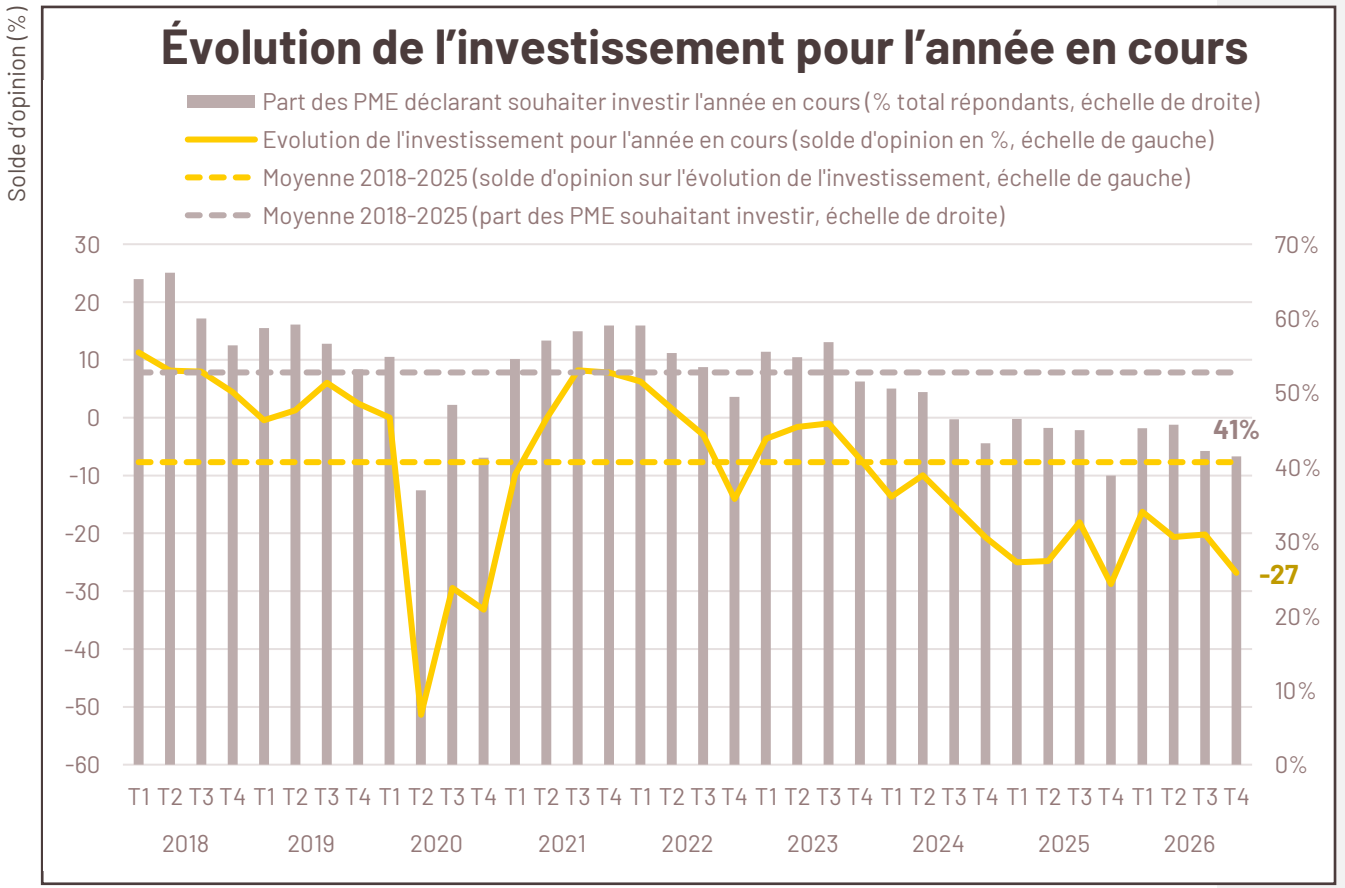
Parmi elles, 19 % déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au financement courant, une proportion en léger repli ce trimestre (–1 point) et désormais proche de sa moyenne historique (18 % sur 2018-2025).



Base : Répondants ayant eu recours au crédit de court terme
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

INVESTISSEMENT (1/2)

- **Comptez-vous investir cette année ?** Oui / Non
- **Cette année, estimez-vous que vos investissements sont ou seront… ?** En hausse / Stables / En baisse
- **Compte tenu de l'incertitude en termes de politique économique, quelles sont vos intentions vis-à-vis des éventuels projets d'embauches et d'investissement de votre entreprise ?** Maintien / Report / Annulation / Non concerné (pas de projet)



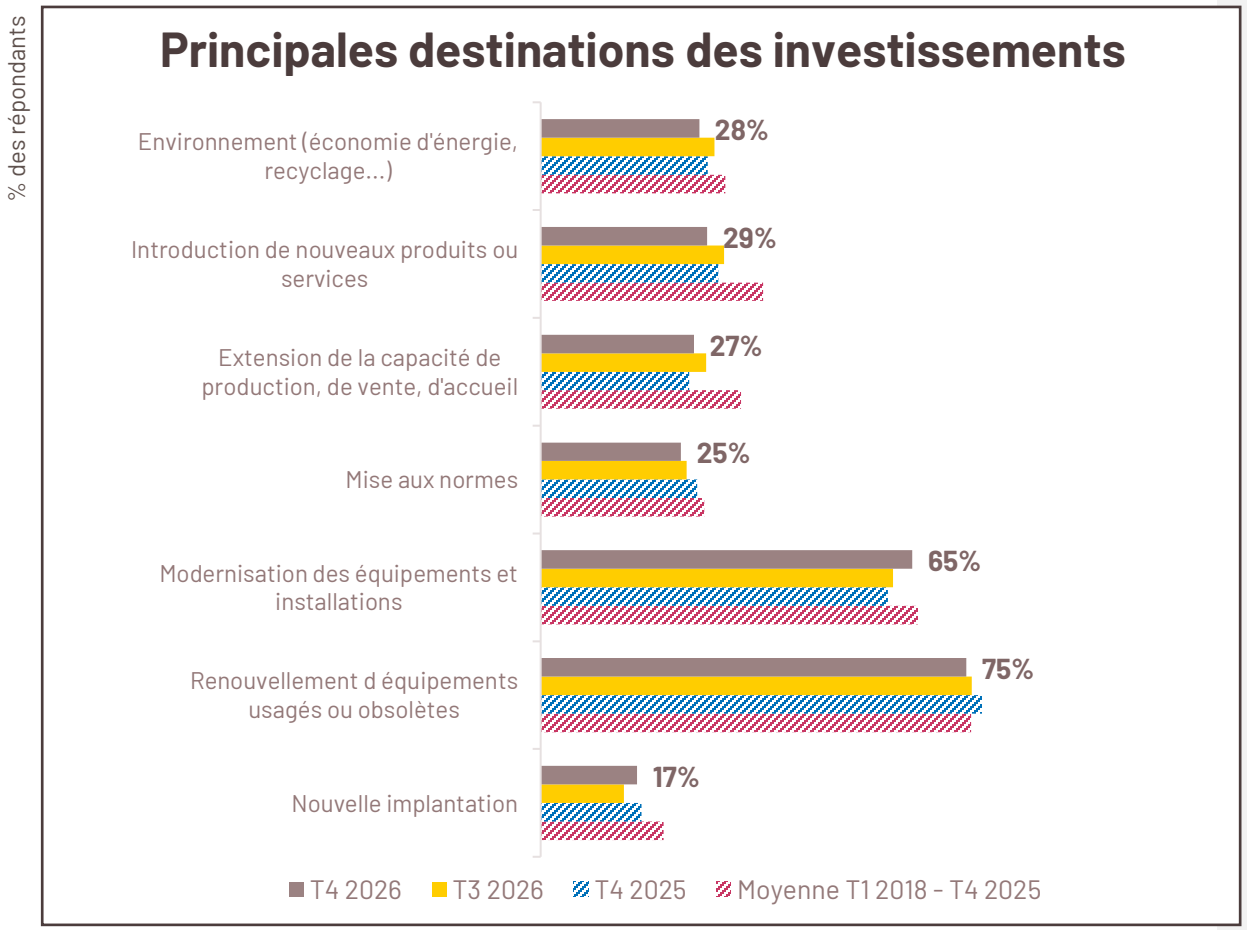
Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Les intentions d'investissement se stabilisent à un niveau inférieur à leur moyenne. Au quatrième trimestre 2026, 41 % des dirigeants de TPE-PME comptent investir en 2026 ou l'ont déjà fait, une proportion quasi identique à celle du trimestre précédent (–1 point) et en hausse de 3 points sur un an. Les intentions d'investissement demeurent 11 points sous la moyenne observée depuis 2018 (53 % sur 2018-2025).

Le solde d'opinion sur l'évolution des montants investis se replie au quatrième trimestre. À –27, l'indicateur perd 7 points sur le trimestre mais demeure légèrement supérieur à son niveau de fin 2025 (+2 points sur un an). Il se situe 19 points sous sa moyenne 2018-2025. 42 % des dirigeants envisageant d'investir prévoient de réduire leur budget d'investissement (+6 points sur le trimestre mais –1 point sur un an), tandis que 15 % envisagent de l'augmenter (–1 point sur le trimestre mais +1 point sur un an).

INVESTISSEMENT (2/2)

Si vous avez investi ou comptez le faire cette année : pour quelle(s) destination(s) ?



Base : Répondants comptant investir en 2026
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Le renouvellement d'équipements usagés ou obsolètes et la modernisation des installations devancent toujours nettement les autres motifs d'investissement des dirigeants de TPE-PME, cités respectivement par 75 % (–1 point sur le trimestre) et 65 % (+3 points) d'entre eux.

Les dirigeants sont un peu moins nombreux ce trimestre à prévoir des investissements pour accroître la capacité de production de leur entreprise : 27 % (–2 points sur le trimestre, +1 point sur un an), une proportion qui demeure inférieure à sa moyenne historique (35 % sur 2018-2025). **Près de 3 dirigeants sur 10 comptent introduire de nouveaux produits ou services** (29 %, –3 points sur le trimestre), là aussi en deçà de la moyenne depuis 2018 (39 %).

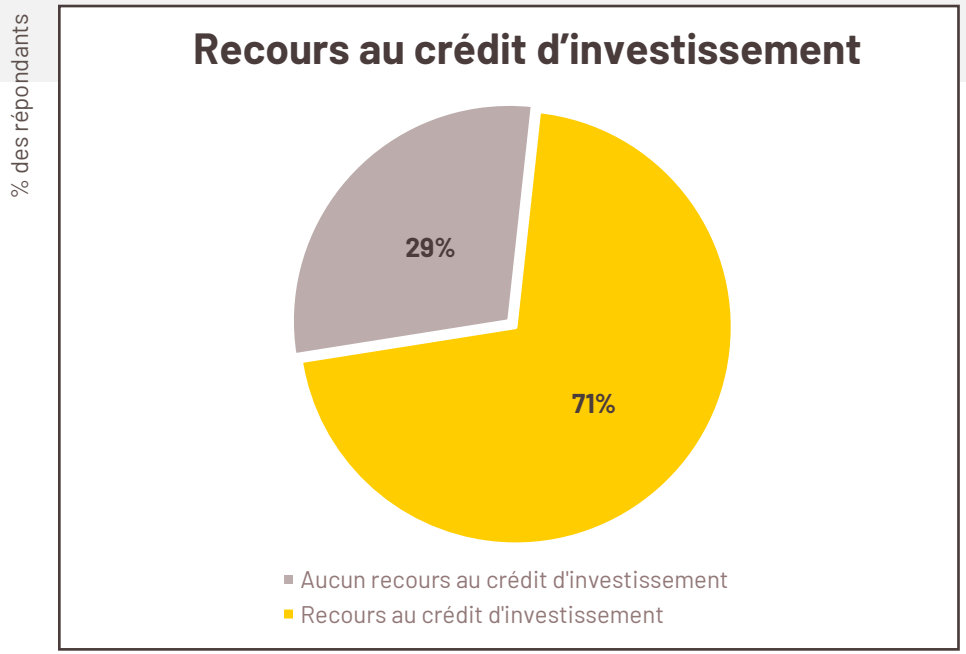
La part des dirigeants envisageant de réaliser des investissements verts recule ce trimestre (–3 points), après s'être stabilisée autour de 30 % depuis l'été 2025. À 28 %, elle demeure supérieure à son niveau pré-Covid (24 % en moyenne sur la période 2018-2019), sans toutefois retrouver les niveaux records observés au sortir de la crise énergétique en 2022-2023 (42 % en moyenne en 2023).

FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Avez-vous rencontré des difficultés auprès des banques ou des organismes de crédit pour assurer le financement de ces investissements ?

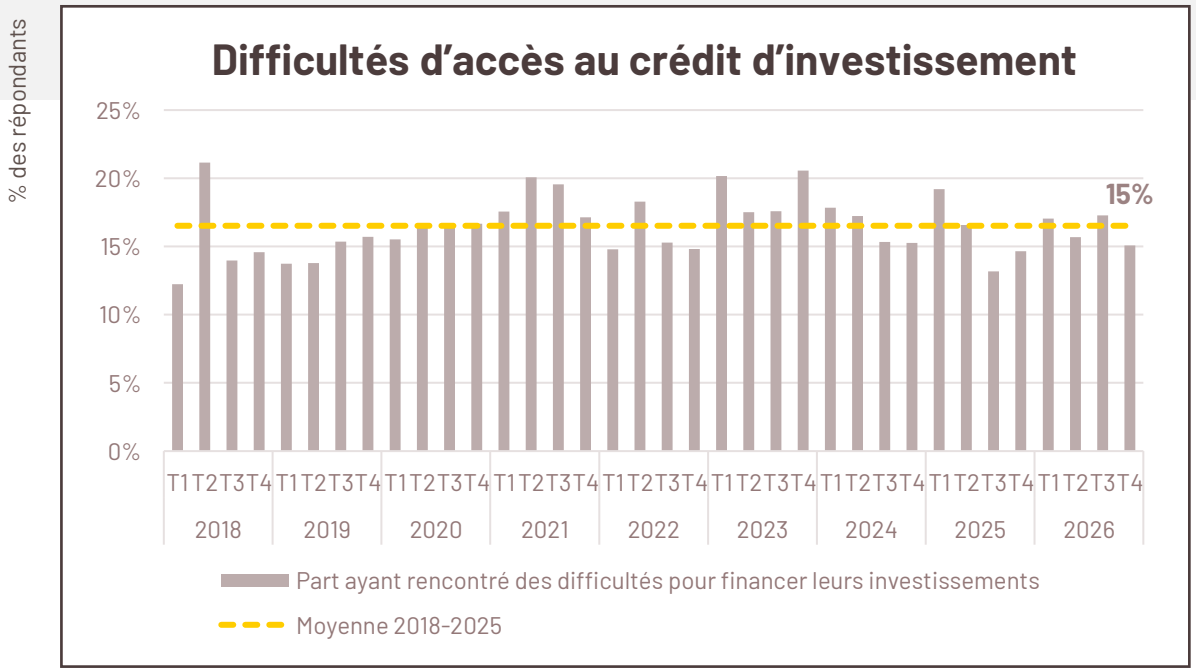
- Oui
- Non
- Sans objet (aucun besoin de financement)

Le recours au crédit d'investissement se redresse légèrement. Parmi les dirigeants de TPE-PME qui investissent ou prévoient d'investir en 2026, 71 % ont eu ou comptent y avoir recours. Cette proportion progresse de 1 point, après son point bas du trimestre précédent, mais reste inférieure à sa moyenne 2018-2025 (77 %).



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

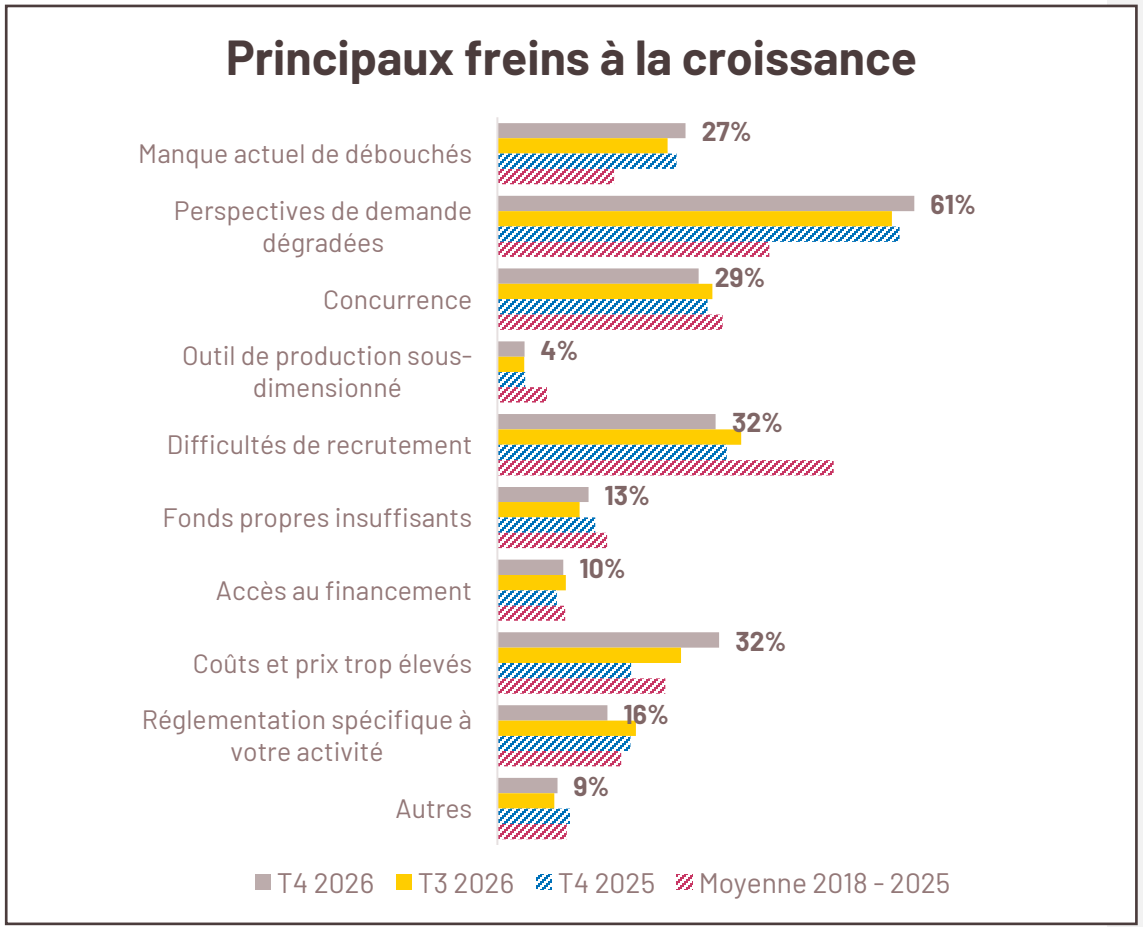
Parmi eux, **15 % signalent des difficultés pour financer leurs investissements par les établissements de crédit,** une proportion en recul sur le trimestre (–2 points) et légèrement inférieure à sa moyenne de long terme (17 %).



Base : Répondants ayant eu recours au crédit d'investissement pour financer des investissements en 2026
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

FREINS À LA CROISSANCE

- **Quels sont selon vous les trois principaux freins à la bonne marche de votre entreprise et au développement de votre activité ?**
- **Craignez-vous un impact négatif du contexte d'incertitude en termes de politique économique sur l'activité de votre entreprise ?**



Base : Ensemble des répondants
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Premier frein à la croissance des TPE-PME, les contraintes de demande s'accentuent de nouveau ce trimestre. 68 % des dirigeants perçoivent l'insuffisance de la demande comme un frein à leur activité (+4 points sur le trimestre, +2 points sur un an), que cette insuffisance soit actuelle (27 %, + 3 points sur le trimestre) ou anticipée (61 %, +3 points).

La part des dirigeants citant le niveau trop élevé des coûts et des prix comme un frein à leur croissance progresse nettement ce trimestre. 32 % d'entre eux le mentionnent (+6 points sur le trimestre, +13 points sur un an), une proportion identique à celle relevée lors de l'interrogation d'avril. Cette hausse intervient alors que le cours du Brent s'est établi en moyenne à 108 $ le baril en octobre, contre 91 $ lors de l'interrogation du troisième trimestre.

Les difficultés de recrutement restent citées par près d'un dirigeant sur trois (32 %, –4 points sur le trimestre), une proportion bien inférieure à la moyenne 2018-2025 (49 %).

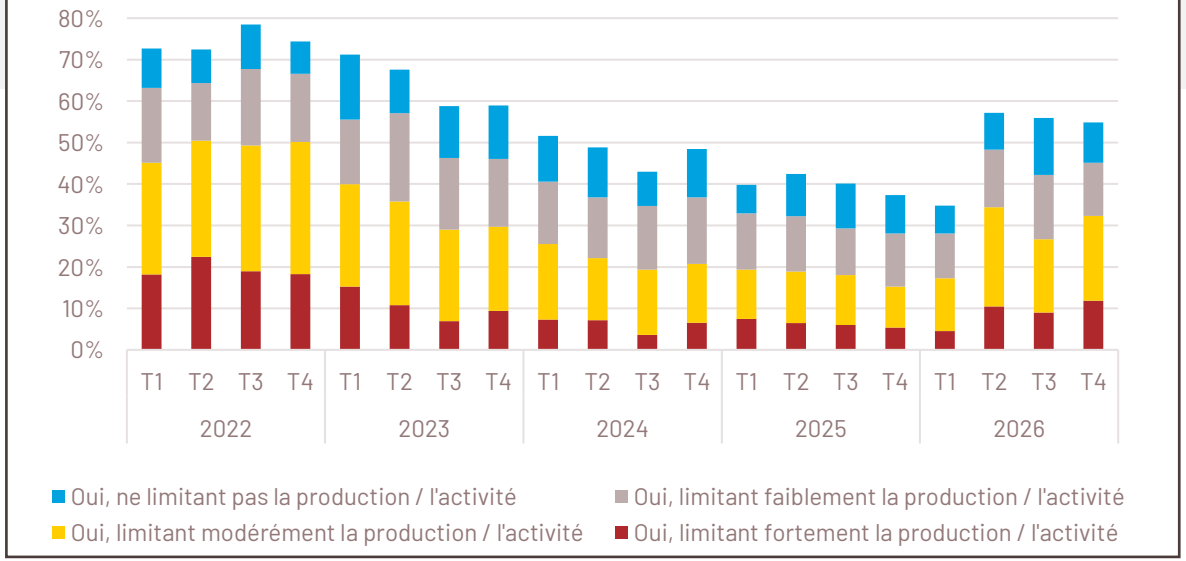
L'accès au financement et l'insuffisance des fonds propres demeurent des freins secondaires, cités respectivement par 10 % (proportion inchangée sur le trimestre) et 13 % des dirigeants (+1 point). Ces deux proportions sont quasi stables sur un an.

DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT

- **Êtes-vous confrontés à des difficultés d'approvisionnement (hausse de prix des intrants, hausse du coût du transport, allongement des délais de livraison, pénuries, etc.) ?**
- **Depuis 3 mois, comment ont évolué ces difficultés d'approvisionnement ?**
- **À quel horizon pensez-vous que ces difficultés d'approvisionnement vont se résorber ?**

Les difficultés d'approvisionnement se maintiennent à un haut niveau ce trimestre, 55 % des répondants déclarant y faire face (–1 point). **Elles pèsent en revanche davantage sur l'activité qu'au trimestre précédent :** 32 % estiment qu'elles l'affectent significativement, une proportion en hausse de 6 points sur le trimestre et supérieure de 15 points à celle observée en début d'année, avant le déclenchement du conflit au Moyen-Orient, mais inférieure de 2 points à celle d'avril (34 %).

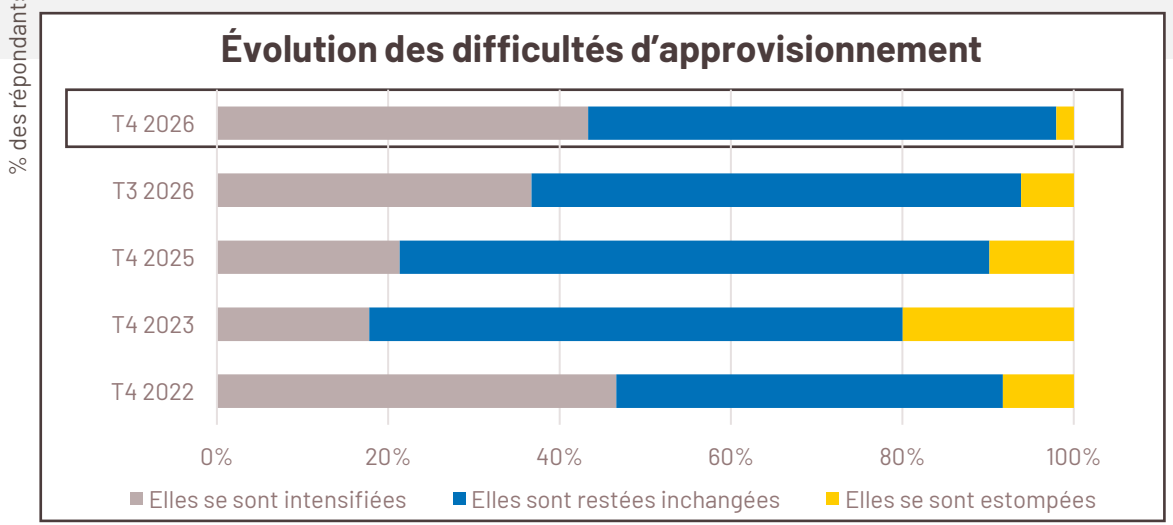
Part des dirigeants rencontrant des difficultés d'approvisionnement



Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Parmi les dirigeants confrontés à des difficultés d'approvisionnement, 43 % estiment qu'elles se sont intensifiées, une proportion en hausse de 7 points sur le trimestre mais nettement inférieure au niveau d'avril dernier (58 %). 55 % considèrent qu'elles n'ont pas évolué au cours des trois derniers mois (–3 points) et 2 % seulement jugent qu'elles se sont estompées (–4 points). **Les dirigeants sont moins nombreux à escompter une résorption de ces difficultés d'ici un an** (17 % contre 24 % au trimestre précédent), et à l'inverse plus nombreux à manquer de visibilité sur l'horizon de résorption (49 %, +6 points). 33 % anticipent qu'elles perdureront au-delà d'un an, une proportion quasi stable.

Évolution des difficultés d'approvisionnement



Base : Répondants ayant rencontré des difficultés d'approvisionnement (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode



FOCUS

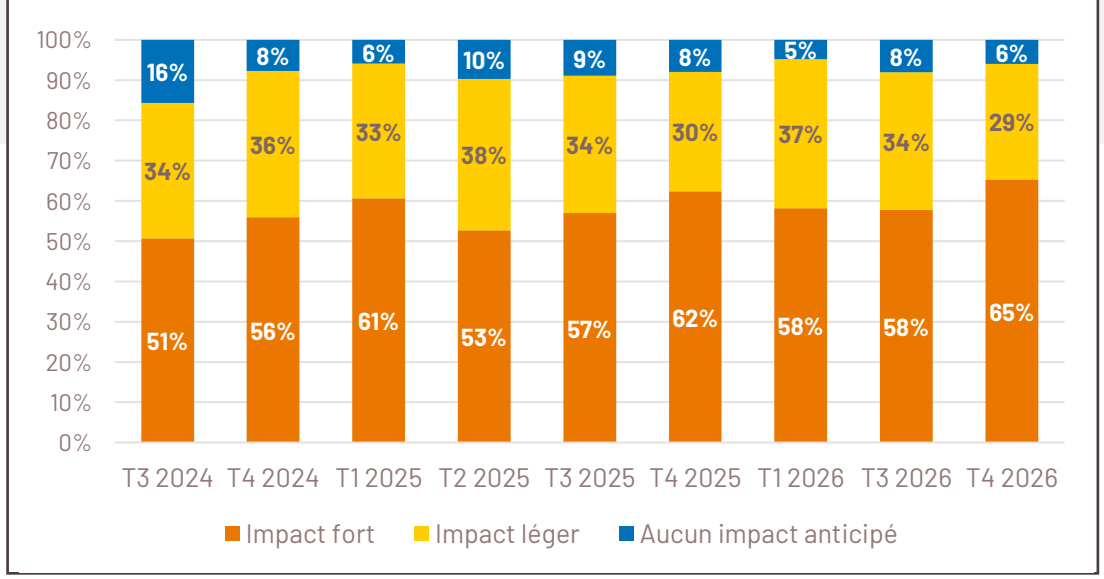
INCERTITUDE POLITIQUE ET IMPACT DU CONTEXTE INFLATIONNISTE

INCERTITUDE POLITIQUE (1/2)

- **Craignez-vous un impact négatif du contexte d'incertitude en termes de politique économique sur l'activité de votre entreprise ?**
  Oui, un impact fort / Oui, un impact léger / Non, pas d'impact anticipé
- **Compte tenu de l'incertitude en termes de politique économique, quelles sont vos intentions vis-à-vis des éventuels projets d'embauches et d'investissement de votre entreprise ?**
  Maintien / Report / Annulation / Non concerné (pas de projet)

Le contexte d'incertitude politique continue de peser lourdement sur l'activité des TPE / PME : 94 % des dirigeants redoutent un impact négatif sur leur entreprise (+2 points sur le trimestre et sur un an). **À 65 %, la part des dirigeants craignant un impact négatif marqué s'accroît significativement,** de 8 points sur le trimestre et de 3 points sur un an, atteignant un plus haut depuis la dissolution de l'Assemblée en 2024. Celle des dirigeants anticipant seulement un impact léger reflue de 6 points sur le trimestre (–1 point sur un an).

Impact anticipé de l'incertitude politique sur l'activité

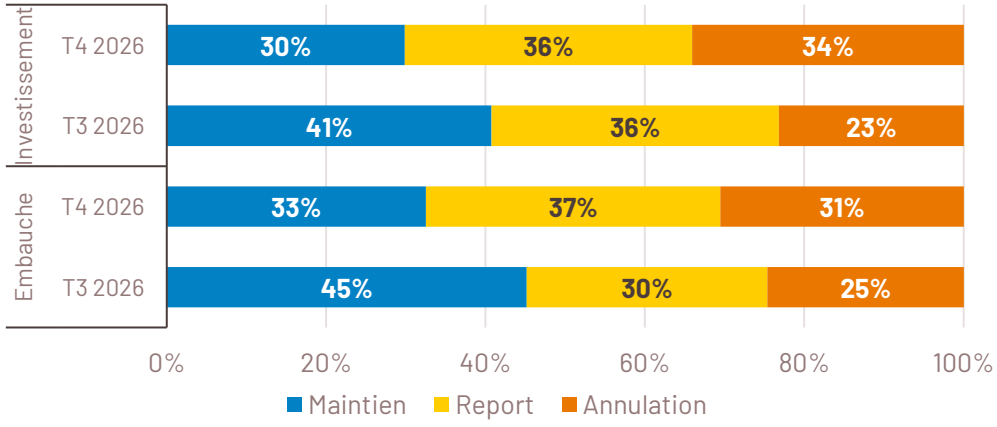


Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

L'incertitude pèse fortement sur les projets d'investissement des TPE-PME ce trimestre, avec des intentions d'annulation culminant à leur plus haut niveau relevé par l'enquête. En hausse de 11 points sur le trimestre, cette proportion concerne 34 % des dirigeants de TPE / PME. La part des dirigeants déclarant maintenir leurs projets recule d'autant (30 %, –11 points), tandis que celle des dirigeants indiquant les reporter reste stable (36 %).

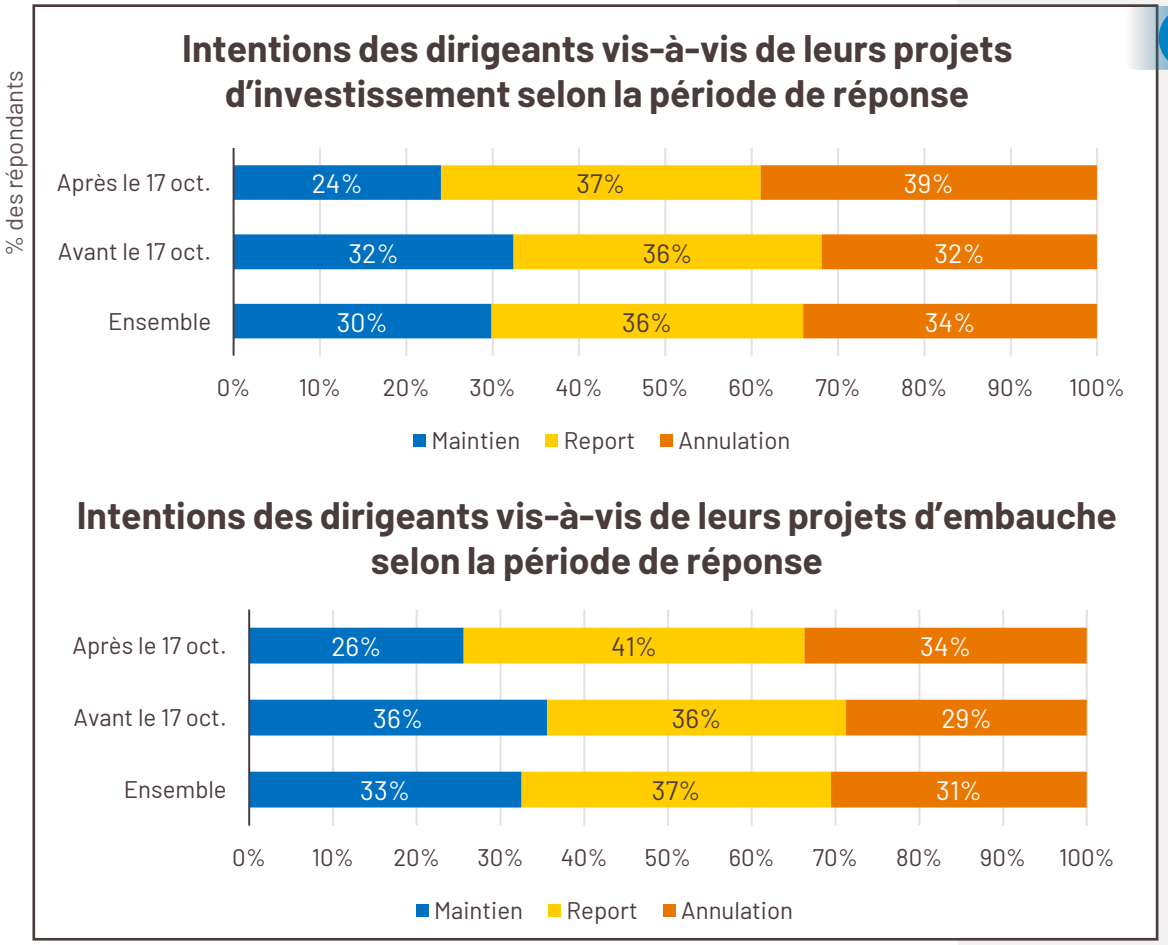
La part des dirigeants envisageant d'annuler leurs projets d'embauche en raison de l'incertitude politique atteint quant à elle son plus haut niveau depuis 2020, à 31 % (+6 points sur le trimestre et +4 points sur un an). Si près de 70 % des dirigeants comptent toutefois les maintenir ou les reporter, la part des projets maintenus atteint un point bas à 33 % (–13 points sur le trimestre).

Intentions vis-à-vis des projets d'investissement et d'embauches



INCERTITUDE POLITIQUE (2/2)

- **Compte tenu de l'incertitude en termes de politique économique, quelles sont vos intentions vis-à-vis des éventuels projets d'embauches et d'investissement de votre entreprise ?**
- **Craignez-vous un impact négatif du contexte d'incertitude en termes de politique économique sur l'activité de votre entreprise ?**



Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

Notre enquête a été conduite sur la période allant du 12 au 23 octobre. Un peu plus des deux tiers des réponses nous sont parvenues avant le 17 octobre, le petit tiers restant (285 réponses) nous est parvenu après cette date. Déjà en repli par rapport aux résultats de la vague précédente de l'enquête réalisée fin août, **les intentions d'investissement et d'embauches se sont sensiblement dégradées au lendemain des heurts en marge des manifestations du 17 octobre.**

Avant le 17 octobre, autant de dirigeants envisageaient d'annuler leurs projets d'investissement que de les maintenir. Après cette date, ils étaient nettement plus nombreux à envisager de les annuler (39 % contre 24 %).

Concernant les projets d'embauche, 41 % des dirigeants interrogés après le 17 octobre envisagent de les reporter, et 26 % seulement de les maintenir, 19 points de moins qu'au trimestre précédent.

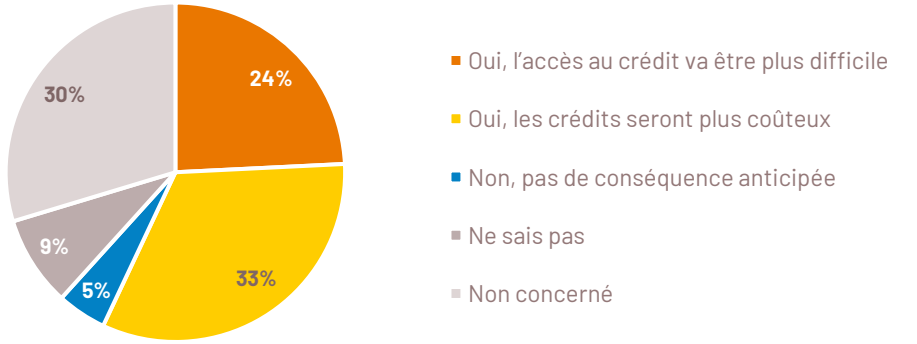
La crainte d'un impact fort de l'incertitude politique sur l'activité gagne du terrain : 71 % des dirigeants interrogés après le 17 octobre redoutent un tel impact, contre 63 % avant cette date et 58 % au trimestre précédent.

HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊT

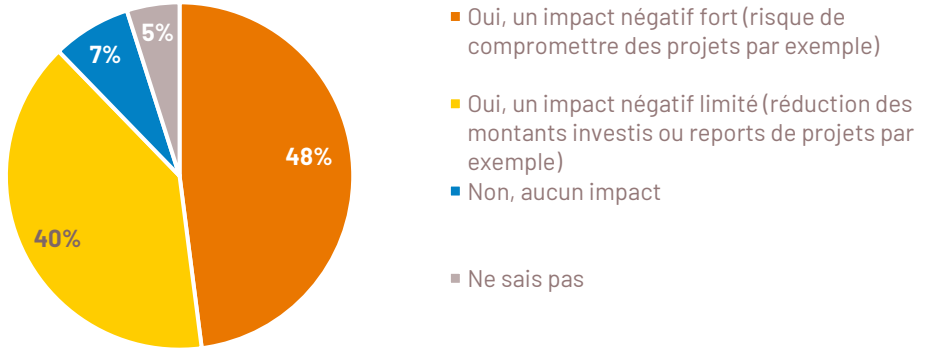
- **Au cours des trois derniers mois, avez-vous constaté une hausse des taux d'intérêt sur vos financements bancaires ou de marché ?**
- **Pensez-vous que la hausse récente des taux d'emprunt d'État va rendre plus difficile ou plus coûteux le financement ?**
- **Pensez-vous que ces tensions sur les taux d'intérêt auront un impact durable sur votre capacité à investir ?**

% des répondants

Effet attendu de la hausse des taux d'emprunt d'État sur le financement des TPE-PME



Effet attendu des tensions sur les taux sur la capacité à investir



Base : Graphique du haut : ensemble des répondants (échantillon redressé) / graphique du bas : TPE-PME anticipant un impact de la hausse des taux souverains sur leur financement (échantillon redressé).
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

La hausse des taux d'intérêt se répercute sur le financement des TPE-PME. 43 % des dirigeants de TPE-PME ont constaté une hausse des taux d'intérêt sur leurs financements bancaires ou de marché au cours des trois derniers mois.

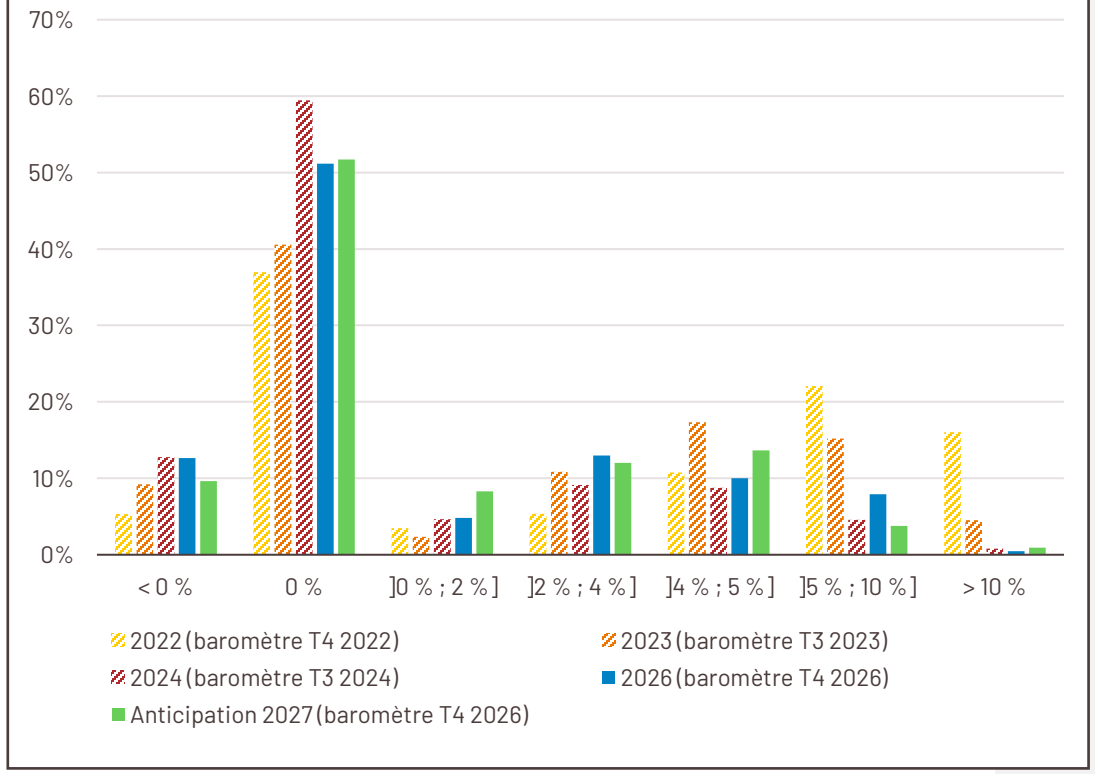
57 % des dirigeants s'attendent à ce que la hausse récente des taux d'emprunt d'État rende leur financement plus coûteux (33 %) ou plus difficile d'accès (24 %), une proportion stable sur un an. Dans le même temps, la part des dirigeants qui se déclarent non concernés passe de 19 % à 30 % sur un an.

Parmi les dirigeants qui anticipent un financement plus coûteux ou plus difficile, 88 % prévoient un impact négatif durable sur leur capacité à investir (soit la moitié de l'ensemble des TPE-PME interrogées), dont 48 % un impact fort, susceptible de compromettre des projets (27 % des TPE-PME interrogées).

ÉVOLUTION DES PRIX DE VENTE

- **En moyenne sur l'année 2026, diriez-vous que vos prix de vente ont été, par rapport à vos prix moyens pratiqués en 2025… ?**
- **L'évolution de vos prix de vente a-t-elle été… ?** (Supérieure, identique, inférieure à celle appliquée en 2025)
- **En moyenne sur l'année 2027, diriez-vous que vos prix de vente seront, par rapport à vos prix moyens pratiqués en 2026… ?**

Évolution des prix de vente par rapport à l'année précédente



Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

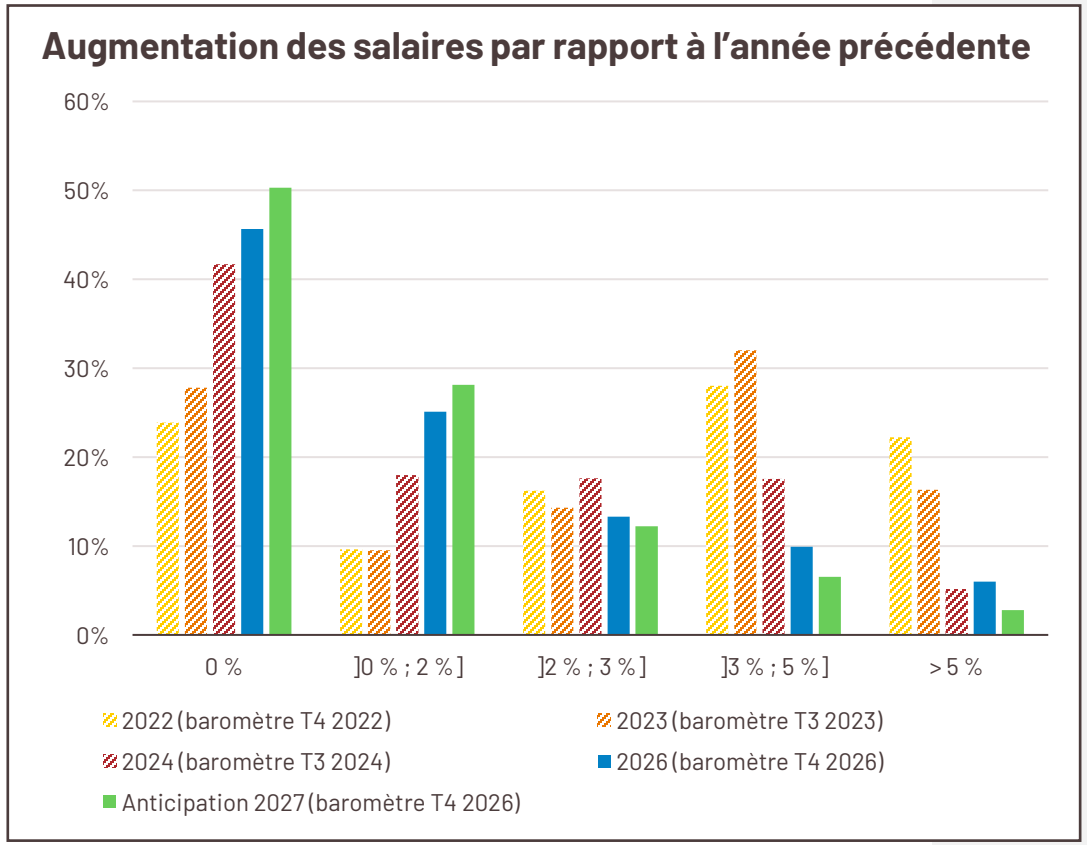
La majorité des dirigeants de TPE-PME font état d'une stabilité de leurs prix de vente en 2026 par rapport à 2025 (51 %). 36 % des dirigeants interrogés font toutefois part d'une hausse de leurs prix de vente, une proportion supérieure de 8 points à celle de 2024 (28 %). **L'augmentation moyenne des prix cette année, qui tient compte des dirigeants n'ayant pas augmenté leurs prix, est estimée à +0,8 %**, soit une progression un peu plus dynamique qu'en 2024 (+0,3 %) mais nettement plus modérée que celles relevées lors de la vague inflationniste de 2022-2023 (+2,5 % estimé pour 2023 et +5,0 % estimé pour 2022).

Parmi les entreprises qui ont relevé leurs prix de vente en 2026, 60 % l'ont fait dans une proportion supérieure à celle de 2025, 34 % dans la même proportion et 6 % plus modérément. Les entreprises dont la hausse de prix de 2026 dépasse celle de 2025 représentent ainsi 22 % de l'ensemble des TPE-PME.

Pour 2027, les dirigeants de TPE-PME prévoient une progression de leurs prix de vente légèrement supérieure à celle de 2026 : 39 % prévoient d'augmenter leurs prix (2 points de plus qu'en 2026), tandis que 10 % prévoient de les diminuer (–3 points). **Finalement, la progression moyenne anticipée des prix de vente s'élèverait à +0,9 %.**

ÉVOLUTION DES SALAIRES

- **Quelle a été approximativement l'augmentation de salaire accordée en 2026 ?**
- **L'augmentation de salaire accordée a-t-elle été… ?** (Supérieure, identique, inférieure à celle appliquée en 2025)
- **Quelle augmentation moyenne de salaire pensez-vous accorder en 2027 ?**



Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

46 % des dirigeants de TPE-PME n'ont accordé aucune augmentation de salaire en 2026, contre 42 % en 2024 et 24 % en 2022. La part des entreprises ayant accordé une forte augmentation (supérieure à 5 %) s'établit à 6 %, contre 22 % en 2022. Finalement, **l'évolution salariale moyenne au sein des TPE-PME, qu'elles aient prévu d'augmenter ou non les salaires de leurs collaborateurs, est de +1,9 % en 2026.** Une progression inférieure à celle estimée en 2024 (+2,1 %) et durant la vague inflationniste 2022-2023 (+3,9 % en 2022 et +3,4 % en 2023).

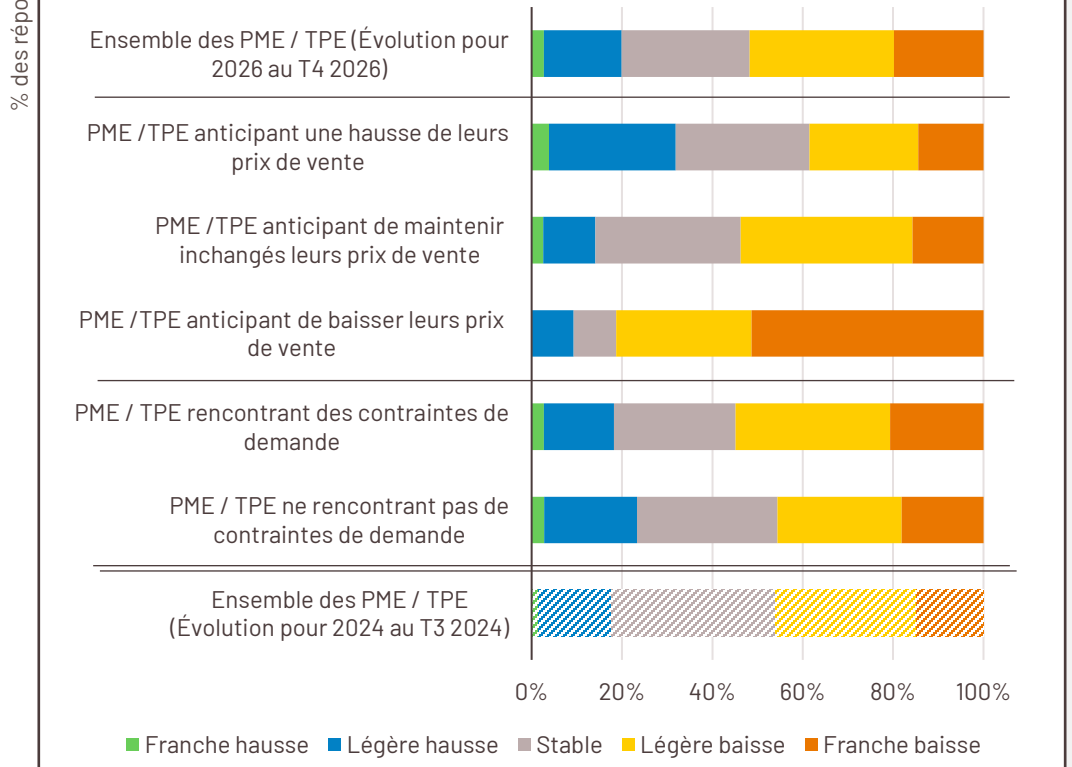
Parmi les entreprises qui ont augmenté les salaires en 2026, la moitié l'ont fait dans la même proportion qu'en 2025, 28 % plus fortement et 22 % plus modérément.

En 2027, les salaires progresseraient plus modérément qu'en 2026. 50 % des dirigeants de TPE-PME prévoient d'augmenter les salaires (soit 5 points de moins qu'en 2026), 3 % accorderaient une augmentation supérieure à 5 % (–3 points par rapport à 2026). **Ainsi, l'évolution salariale moyenne s'élèverait l'an prochain à 1,4 %.**

MARGES

- **Par rapport à 2025, quelle a été l'évolution de la marge nette de votre entreprise en 2026 ?**

Évolution des marges nettes anticipée/estimée par rapport à l'année précédente



Base : Ensemble des répondants (échantillon redressé)
Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode

En 2026, la hausse des salaires estimée aura été supérieure à celle des prix. En particulier, 62 % des dirigeants ont augmenté plus fortement les salaires que leurs prix de vente (une proportion supérieure de 10 points à celle observée en 2024), tandis que 27 % ont davantage accru leurs prix de vente.

Dans ce contexte, 52 % des dirigeants de TPE-PME déclarent une baisse de leur marge nette en 2026 par rapport à 2025, soit une proportion nettement plus élevée que celles observées lors des précédentes interrogations sur cette thématique : la part des dirigeants déclarant une baisse de leur marge nette sur un an s'élevait à 44 % en 2022, 41 % en 2023 et 46 % en 2024. La part des dirigeants déclarant une franche baisse atteint 20 % (contre 13 % à 15 % entre 2022 et 2024). En revanche, 20 % des dirigeants font part d'une hausse de leur marge.

Le solde d'opinion relatif à l'évolution de la marge nette en 2026 est négatif peu importe l'évolution estimée des prix de vente. Néanmoins, l'évolution serait naturellement mieux orientée chez les TPE-PME ayant augmenté leurs prix de vente (32 % font part d'une hausse de leur marge nette et 39 % d'une baisse) que chez celles ayant maintenu leurs prix de vente inchangés (14 % font part d'une hausse et 54 % d'une baisse) et que chez celles les ayant diminués (9 % et 81 %).

Par ailleurs, les PME / TPE dont la croissance est freinée par la faiblesse de la demande (actuelle ou anticipée) sont plus nombreuses à prévoir une baisse de leur marge nette que celles qui ne sont pas affectées par l'insuffisance de la demande (55 % contre 46 %).



MÉTHODOLOGIE

Interrogation par voie numérique de **3 950** dirigeants de TPE-PME du **12 au 23 octobre 2026.**
L'analyse en première partie porte sur les **1 039** premières réponses jugées complètes et fiables reçues. L'analyse en seconde partie porte sur **1 034** TPE-PME, dont les réponses ont été redressées par taille d'effectif et secteur d'activité.
749 dirigeants de TPE-PME ont répondu **avant** les manifestations et les heurts du **17 octobre, 285** l'ont fait après cette date.

Champ : TPE-PME des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires.

Le questionnaire récurrent (hors interrogation sur le focus du trimestre) comporte **10 questions autour de trois axes.**

TRÉSORERIE, DÉLAIS DE PAIEMENT, FINANCEMENT COURT TERME

INVESTISSEMENT, FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

FREINS À LA CROISSANCE

DÉFINITIONS

Les indicateurs ou soldes d'opinion correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

Indicateur en évolution = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100
Indicateur en niveau = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.



AU SUJET DE

BPIFRANCE LE LAB, REXECODE

LE LAB

bpifrance

Investir, innover, exporter, recruter, orienter, manager… La prise de décision est essentielle pour les dirigeants d'entreprises.

Or, dans un monde globalisé, l'information surabondante, les idées reçues et les fausses informations nuisent à une prise de décision éclairée.

La mission de Bpifrance Le Lab est d'éclairer la décision des dirigeants d'entreprise et des acteurs de leur écosystème. Notre collectif d'experts décrypte des sujets variés, de l'économie à la psychologie du dirigeant, en passant par la gestion de l'entreprise, en produisant des connaissances fiables issues de méthodes scientifiques et rigoureuses.

Le Lab contribue à l'épanouissement des dirigeants, au développement des entreprises et de l'économie française, à servir l'avenir.

Bpifrance Le Lab

Décrypter pour décider.

lelab.bpifrance.fr

Rexecode

Rexecode : l'analyse économique au service des entreprises et du débat de politique économique

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises.

Son financement est assuré par ses 60 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles…) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens de renforcer la croissance et la compétitivité du système productif ainsi que sur les voies et moyens d'une transition énergétique compatible avec le développement de l'économie.

www.rexecode.fr